

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201599]

20 FEVRIER 2014. — Décret relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *La formation alternée*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Les dispositions relatives à la matière visée à l'alinéa 1^{er} sont applicables sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° le « comité technique » : le comité dont la composition et les missions sont fixées aux articles 6 et 16;

2° l'« employeur » : toute personne enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises, à l'exception des entreprises de travail intérimaire sauf en ce qui concerne leur propre personnel, ayant une unité d'établissement en région de langue française;

3° le « FOREm » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi visé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

4° l'« IFAPME » : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises visé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

5° l'« opérateur de formation » : le FOREm et les centres de formation du FOREm tels que visés à l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle ou les centres de compétences tels que visés à l'article 1^{er}ter, 7°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'IFAPME et le réseau des centres de formation de l'IFAPME;

6° le « bénéficiaire » : la personne qui répond aux conditions visées à l'article 4;

7° le « tuteur » : l'employeur ou le travailleur désigné par l'employeur agissant sous son autorité, responsable de la partie formative auprès de l'employeur pendant la durée de la formation et qui répond à une des conditions suivantes :

a) disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toutes voies de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé par la formation;

b) être détenteur d'un diplôme ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation institué ou agréé par la communauté ou la région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du bénéficiaire de la formation alternée en tant que tuteur;

c) être détenteur d'un titre de validation de ses compétences en tant que tuteur délivré par un centre de validation des compétences agréé par l'entité fédérée compétente;

8° l'« accompagnateur-formateur » : le membre du personnel de l'opérateur de formation dont les missions sont définies à l'article 15;

9° le « conseiller référent » : le membre du personnel du FOREm tel que visé à l'article 2, 6°, du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion.

Le Gouvernement wallon peut préciser les notions d'employeur et d'opérateur de formation.

Art. 3. La formation alternée des demandeurs d'emploi est un dispositif de formation professionnelle des bénéficiaires, qui répondent aux conditions de l'article 4, comportant une formation pratique auprès d'un employeur et une formation auprès d'un opérateur de formation afin de permettre au bénéficiaire d'acquérir des compétences professionnelles, donnant lieu à une évaluation certificative, nécessaires sur le marché du travail pour exercer une activité professionnelle.

Art. 4. § 1^{er}. Dans le respect des conditions d'admissibilité et d'octroi des allocations fixées par l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, la formation alternée est accessible au demandeur d'emploi inoccupé inscrit en tant que tel auprès du FOREm, et qui répond aux conditions suivantes :

1° être âgé de dix-huit à vingt-cinq ans accomplis et disposer au maximum d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur, sans disposer d'un certificat de qualification;

2° ne pas se situer dans la période de stage d'insertion professionnelle visée à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, sauf si la formation alternée englobe un stage de transition tel que prévu à l'article 7.

Le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi, peut déroger de manière motivée :

1° à la condition d'âge du bénéficiaire visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsqu'il se situe dans la période de stage d'insertion professionnelle visée à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

2° à la condition relative au stage d'insertion professionnelle visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, pour autant que le bénéficiaire ne sollicite pas, durant la période du stage d'insertion professionnelle, un stage de transition tel que prévu à l'article 36quater de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité.

Le bénéficiaire prouve, en outre, grâce au plan d'actions réalisé dans le cadre de l'accompagnement individualisé, qu'il recherche activement du travail. Il ne peut être inscrit comme apprenant pour un métier similaire auprès d'un opérateur d'enseignement ou d'un opérateur agréé en formation en alternance

§ 2. Le dispositif de formation alternée est également accessible, sans limite d'âge, aux demandeurs d'emploi inscrits dans une cellule de reconversion telle que prévue par le décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions et répondant également aux conditions de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 3.

§ 3. Le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi en charge de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, est chargé, par l'intermédiaire des conseillers référents, d'identifier les demandeurs d'emploi pour lesquels une formation alternée est réalisée sur la base d'un bilan de compétences et chargé d'informer les candidats sur les possibilités d'insertion professionnelle au terme de la formation alternée. Cette formation alternée est inscrite dans le plan d'actions du demandeur d'emploi.

§ 4. Le Gouvernement wallon peut préciser ou modifier les conditions visées aux paragraphes 1^{er} et 2 en fonction de l'évolution des réglementations en lien avec la réglementation du chômage.

Le Gouvernement wallon peut préciser ou compléter les catégories de demandeurs d'emploi bénéficiaires de la formation alternée en fonction de l'évolution du marché de l'emploi.

Art. 5. La formation alternée s'effectue à temps plein pour le bénéficiaire. Elle comporte au moins 50 pour-cent de la formation auprès de l'employeur et au moins 20 pour-cent en formation auprès d'un opérateur de formation.

La répartition de la formation alternée entre la partie auprès de l'employeur et la partie auprès de l'opérateur de formation est modulable sur la durée de la formation en fonction des besoins du bénéficiaire et des réalités de l'entreprise et des compétences à acquérir pour exercer le métier.

Toutefois, la partie de la formation auprès de l'employeur et celle auprès de l'opérateur de formation restent équilibrées. La partie, par laquelle commencerait la formation alternée, ne peut être supérieure à 20 pour-cent de la durée totale de la formation alternée. Il en va de même en ce qui concerne la fin de la formation alternée.

Art. 6. La formation est dispensée par l'opérateur de formation dont l'offre de formation répond spécifiquement à la formation nécessaire pour le métier déterminé par le bénéficiaire.

Lorsque les mêmes formations sont dispensées par les opérateurs de formation, le comité technique établit la répartition générale entre les offres de formation, notamment au regard des critères suivants : les métiers visés, la taille de l'entreprise ou de l'employeur, la situation géographique du centre de formation.

Lorsque plusieurs offres de formation sont cependant possibles au même moment auprès de différents opérateurs, et ce, malgré les critères de répartition prévus par le comité technique, le conseiller référent tient compte des critères particuliers, tels que le lieu de domiciliation du bénéficiaire, la demande formulée par le bénéficiaire par rapport à l'opérateur de formation ou par rapport à l'employeur ou encore la demande formulée par l'employeur.

Le comité technique peut également décider que les opérateurs de formation mènent certaines actions de formation en partenariat selon les modalités convenues de commun accord.

Le comité technique est chargé de régler les différends éventuels quant à la répartition des formations alternées entre les opérateurs de formation.

Le FOREm, par l'intermédiaire du conseiller référent, oriente le candidat bénéficiaire vers l'opérateur de formation adéquat en fonction des critères définis aux alinéas 1^{er} à 4.

Art. 7. La durée de la formation alternée du bénéficiaire est de douze mois maximum en fonction du contenu du référentiel.

La formation alternée peut s'articuler avec un stage de transition tel que prévu par l'article 36^{quater} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant sur la réglementation du chômage, dont l'implémentation en Région wallonne est prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition. Dans ce cas, la durée de la formation alternée, articulée avec le stage de transition, ne peut pas être supérieure à dix-huit mois en fonction du contenu du référentiel.

Le bénéficiaire qui dispose des prérequis nécessaires pour certaines compétences professionnelles requises par le métier visé par la formation alternée peut être dispensé d'une partie de la formation alternée, moyennant accord de l'opérateur de formation.

Le Gouvernement peut adapter la durée et le début de la formation alternée en fonction de l'évolution des réglementations fédérales et fédérées en lien avec la réglementation du chômage.

Art. 8. Un bénéficiaire, à l'exception de la personne visée à l'article 4, § 2, n'effectue qu'une seule fois une formation alternée, et ce, quel que soit l'opérateur de formation. Si l'employeur a conclu un contrat de formation alternée avec un bénéficiaire, il ne conclut pas ensuite un plan de formation-insertion avec ce même bénéficiaire, et inversement.

Art. 9. Avant de débiter la formation alternée, le bénéficiaire, l'employeur, le FOREm dans sa compétence en matière d'emploi et l'opérateur de formation par l'intermédiaire de l'accompagnateur-formateur concluent un contrat de formation alternée, dont le modèle est déterminé par le Gouvernement wallon.

La formation alternée ne peut débiter qu'après la signature du contrat de formation alternée.

Préalablement à la signature, le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi, vérifie que l'employeur n'a pas conclu avec le bénéficiaire, partie au contrat visé à l'alinéa 1^{er}, un plan de formation-insertion.

Art. 10. Le contrat de formation alternée contient au minimum :

- 1° la durée de la formation alternée et la date du début et de la fin de la formation;
- 2° l'intitulé du métier dans lequel est exercée la formation alternée;
- 3° le ou les lieux des activités situés en Belgique;
- 4° les modalités d'exécution, notamment la proportion entre la partie formative auprès de l'employeur et celle auprès de l'opérateur de formation;
- 5° le contenu et le plan de la formation;
- 6° les droits et obligations de chacune des parties;
- 7° les modalités de paiement de l'intervention financière visée à l'article 12, 9°;
- 8° les modalités d'évaluation de la formation alternée par les parties;
- 9° les coordonnées du bénéficiaire, de l'employeur, des personnes de contact, du tuteur, de l'opérateur de formation et de l'accompagnateur-formateur;
- 10° les conditions auxquelles il peut y être mis fin avant son terme.

Tout contrat de formation alternée comporte une période d'essai de quatorze jours, sauf si la formation alternée englobe le stage de transition.

Le plan de formation visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, est élaboré par l'opérateur de formation, par l'intermédiaire de l'accompagnateur-formateur, avec l'employeur et le bénéficiaire. Ce plan de formation détaille le parcours de formation du bénéficiaire et les compétences qu'il doit acquérir tant lors de la formation auprès d'un opérateur de formation qu'en formation pratique auprès de l'employeur.

Le Gouvernement peut préciser les éléments du plan de formation.

Art. 11. Le bénéficiaire, selon les modalités prévues par le contrat de formation alternée :

- 1° est présent auprès de l'employeur conformément aux modalités prévues dans le contrat de formation alternée et met tout en œuvre pour arriver au terme de celui-ci;
- 2° agit conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur, via un de ses mandataires ou préposés ou son tuteur;
- 3° suit la formation auprès de l'opérateur de formation, conformément aux conditions générales fixées par celui-ci, telle qu'elle a été définie dans son plan de formation et participe aux évaluations formatives et certificatives;
- 4° complète les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à l'opérateur;
- 5° communique les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles;
- 6° prévient l'employeur, le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi, et l'opérateur de formation de toute difficulté liée à l'exécution du contrat de formation alternée;
- 7° accepte les déplacements éventuels inhérents à l'activité de l'employeur prévus dans le plan de formation;
- 8° s'abstient de tout ce qui peut nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers;
- 9° s'abstient, tant au cours du contrat de formation alternée qu'après la cessation de celle-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il a eu connaissance en raison de sa présence auprès de l'employeur;
- 10° restitue en bon état à l'employeur les instruments de travail, les matières premières restées sans emploi et les vêtements de travail qui lui ont été confiés.

Art. 12. L'employeur agréé en vertu de l'article 13, selon les modalités prévues par le contrat de formation alternée :

- 1° accueille le bénéficiaire, veille à son intégration dans le milieu professionnel et lui remet le règlement de travail à la signature du contrat de formation alternée;
- 2° déclare sur l'honneur ne pas avoir réduit le volume de son personnel dans l'année précédant le contrat de formation alternée, dans le but d'engager un bénéficiaire en formation alternée;
- 3° confie uniquement des tâches en adéquation avec son contrat de formation alternée et en lien avec son plan de formation et prépare le bénéficiaire à l'apprentissage d'un métier, en mettant à sa disposition le suivi pédagogique et technique, l'outillage en tenant compte de son usure normale, les matières nécessaires et les équipements de protection individuelle, sans que cela puisse être considéré comme un avantage en nature et en apportant les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que le bénéficiaire doit mettre en dépôt;
- 4° collabore avec le FOREm et l'opérateur de formation, par l'intermédiaire de l'accompagnateur-formateur, pendant l'exécution du contrat de formation alternée;
- 5° fait une déclaration DIMONA à l'Office national de la sécurité sociale lorsque l'employeur est soumis à cette obligation;
- 6° assure le bénéficiaire durant toute l'exécution du contrat contre les accidents de travail et les accidents sur le chemin du travail en concluant auprès d'une société d'assurances agréée ou auprès d'une caisse d'assurances agréée une police d'assurance en fonction du métier concerné, qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis en charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;
- 7° conclut un contrat d'assurance en responsabilité civile auprès d'une société d'assurances agréée, couvrant les dommages causés par le bénéficiaire à des tiers et à l'employeur où se forme le bénéficiaire;
- 8° respecte les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'employeur, en ce compris la prise en charge des examens médicaux préalables, ainsi que toute modification ultérieure;
- 9° paie l'intervention financière mensuelle de 350 euros au bénéficiaire pour l'ensemble des prestations liées au contrat de formation alternée;
- 10° rembourse, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement du bénéficiaire liés à la mise en œuvre de la formation alternée, tant pour les déplacements vers l'employeur que vers le centre de formation ou tout lieu prévu pour le contrat de formation alternée, selon les dispositions applicables à l'employeur au regard de la convention sectorielle à laquelle il est soumis ou, s'il échet, de la convention collective de travail 19octies;
- 11° informe le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi, sur l'issue de la formation alternée en termes d'engagement ou non du bénéficiaire.

Art. 13. Préalablement à la conclusion d'un contrat de formation alternée, l'employeur obtient un agrément auprès du FOREm ou de l'IFAPME, que ce soit pour un ou plusieurs métiers déterminés.

Pour être agréé, l'employeur :

- 1° exerce le ou les métiers pour le(s)quel(s) il sollicite un agrément;
- 2° est répertorié à la Banque-Carrefour des Entreprises;
- 3° est en ordre en matière d'obligations fiscales et sociales;
- 4° offre toutes les garanties en matière d'organisation et d'équipement pour permettre la formation alternée;
- 5° n'a pas fait l'objet d'un retrait ou d'un refus d'agrément endéans l'année précédant sa demande;
- 6° désigne un tuteur pour le métier concerné, chargé du suivi et de l'accompagnement du bénéficiaire pendant la durée de la formation alternée.

La demande d'agrément est adressée par l'employeur au FOREm ou à l'IFAPME et contient au minimum :

- 1° les données d'identification et le numéro de référence pour l'employeur à la Banque Carrefour des Entreprises;
- 2° le nom, l'expérience professionnelle et les qualifications du ou des tuteurs;
- 3° le nombre de travailleurs effectifs et en équivalents temps plein;
- 4° le nombre de personnes sous contrats de formation fédéraux, régionaux et communautaires;
- 5° le ou les métiers pour le ou lesquels la formation alternée est proposée.

Le FOREm ou l'IFAPME est chargé de l'instruction de chaque demande qui lui est adressée, selon les modalités fixées dans la convention de partenariat entre le FOREm et l'IFAPME.

Le FOREm ou l'IFAPME accuse réception de la demande et vérifie sa complétude dans les dix jours de sa réception. Si la demande est incomplète, l'opérateur en avise l'employeur, dans le même courrier, en lui faisant part de la suspension du délai jusqu'à la réception des pièces ou renseignements manquants. A défaut de les avoir reçus dans les quinze jours qui suivent ce rappel, la demande est classée sans suite.

Si la demande est complète, le FOREm ou l'IFAPME remet, dans le mois qui suit la date de l'accusé de réception, un avis, au besoin en réalisant une visite auprès de l'employeur, sur la capacité formative de celui-ci et le nombre de bénéficiaires pouvant être formés simultanément.

Le FOREm ou l'IFAPME statue sur la demande d'agrément et communique sa décision à l'employeur.

Le FOREm ou l'IFAPME informe mensuellement le comité technique, par tout envoi ayant date certaine, des décisions d'agrément.

Tout agrément accordé à un employeur par le FOREm ou l'IFAPME l'est automatiquement pour l'ensemble des opérateurs de formation, en ce qui concerne la formation alternée.

Dans le cas où le Ministre estime que le FOREm ou l'IFAPME peut obtenir directement, auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes, les données nécessaires à l'examen de la demande, il dispense le demandeur de les transmettre au FOREm ou à l'IFAPME.

Le Gouvernement peut préciser les modalités procédurales relatives aux demandes d'agrément, de renouvellement d'agrément, de suspension ou de retrait d'agrément.

Art. 14. Le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi, suit le bénéficiaire demandeur d'emploi tout au long de l'exécution du contrat de formation alternée au travers du plan d'actions prévu par l'accompagnement individualisé et informe les employeurs et les demandeurs d'emploi du dispositif de la formation alternée.

Art. 15. § 1^{er}. Selon les modalités prévues dans le contrat de formation alternée, l'opérateur de formation :

- 1° diffuse auprès des employeurs et des demandeurs d'emploi toute information relative au présent décret;
- 2° réceptionne les offres de formation alternée émanant des employeurs et les met en relation avec les candidats bénéficiaires;
- 3° recherche activement des possibilités de formations alternées auprès des employeurs, avec les secteurs concernés;
- 4° favorise les synergies avec les partenaires sociaux sectoriels, notamment au travers des fonds sectoriels de formation ou utilise celles existant en vue de la promotion de la formation alternée;
- 5° apporte aux employeurs une assistance dans la mise en œuvre du plan de formation;
- 6° dispense la formation de manière à répondre au plan de formation du bénéficiaire, selon les modalités définies par le comité technique visé à l'article 16;
- 7° assure le suivi administratif et pédagogique de la formation alternée, en veillant au suivi des bénéficiaires par un accompagnateur-formateur de l'opérateur de formation;
- 8° informe le bénéficiaire sur les conditions des évaluations formatives et certificatives;
- 9° met à la disposition, le cas échéant, les services de gestion des plaintes des opérateurs, à destination de l'employeur ou du bénéficiaire, accompagné, au besoin, de leur représentant;
- 10° règle avec le FOREm, dans le cadre de sa compétence en matière d'emploi, le cas échéant par convention, la transmission des informations qui lui sont utiles dans le cadre de cette mission;
- 11° transmet au comité technique les informations nécessaires à l'exercice de ses missions.

§ 2. L'accompagnateur-formateur de l'opérateur de formation :

- 1° est l'intermédiaire indispensable pour la conclusion du contrat de formation alternée et remplit au minimum les missions suivantes :
 - a) veiller à ce que le contrat soit conduit à bonne fin et être chargé des aspects administratifs dans le cadre du suivi du bénéficiaire auprès de l'employeur;
 - b) gérer, au besoin, les abandons en cours de formation;
- 2° veille au respect du contrat de formation alternée et du plan de formation y annexé;
- 3° assure une collaboration efficace entre le bénéficiaire, l'employeur, le tuteur et l'opérateur de formation et est, au besoin, le conciliateur en cas de difficultés rencontrées entre l'employeur et le bénéficiaire, accompagné, au besoin, de son représentant;
- 4° fournit toutes les informations utiles dans les démarches administratives liées à la formation alternée;
- 5° suit l'évolution de la formation alternée du bénéficiaire en entreprise.

§ 3. Le Gouvernement wallon peut préciser les droits et obligations de chacune des parties au contrat, ainsi que ceux des tuteurs et des accompagnateurs-formateurs.

Art. 16. § 1^{er}. Outre les missions visées à l'article 6, un comité technique est chargé de :

- 1° réviser, au besoin, la liste des métiers pour lesquels les formations alternées sont possibles et, pour chacun de ceux-ci, les compétences à acquérir durant la formation alternée, tant auprès de l'employeur qu'auprès de l'opérateur de formation; ces compétences doivent être identiques lorsque les mêmes formations sont dispensées par les opérateurs de formation;
- 2° optimiser la répartition de l'offre de formation alternée entre les opérateurs de formation;
- 3° assurer la cohérence du contenu des documents administratifs utilisés dans le cadre de la formation alternée, tels que le contrat de formation alternée, le plan de formation, le rapport conjoint en fin de formation alternée, l'attestation de reconnaissance des compétences acquises en formation;
- 4° centraliser les agréments des employeurs et mettre à disposition des opérateurs de formation la liste des employeurs agréés;
- 5° intervenir comme instance de recours lorsqu'un recours est introduit par un opérateur en cas de conflit sur une décision de refus d'agrément, de suspension ou de retrait d'agrément;
- 6° remettre annuellement au Gouvernement un rapport d'évaluation sur l'exécution du présent décret et la mise en œuvre de la présente mesure, après avoir consulté les opérateurs de formation qui ont été mobilisés.

Le rapport d'évaluation contient un volet quantitatif et un volet qualitatif permettant notamment d'évaluer l'impact de la mesure de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi dans l'année suivant le parcours de formation alternée. Il contient également le nombre et la catégorie de bénéficiaires de la formation alternée, ainsi que les motifs de dérogation visés à l'article 4,

§ 1^{er}, alinéa 2. Le Gouvernement transmet le rapport au Conseil économique et social de Wallonie.

La liste des métiers visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, est validée par les comités de gestion du FOREm et de l'IFAPME.

§ 2. Le comité technique visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est composé :

1^o d'un représentant du FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi;

2^o de deux représentants de l'IFAPME, en tant qu'opérateur de formation;

3^o de deux représentants du FOREm, en tant qu'opérateur de formation;

4^o de deux représentants siégeant au sein du comité de gestion du FOREm;

5^o de deux représentants siégeant au sein du comité de gestion de l'IFAPME.

Le comité technique peut inviter, sur décision unanime, un ou plusieurs représentants des opérateurs de formation, en veillant à une répartition équilibrée entre le FOREm et l'IFAPME.

A défaut d'unanimité au sein du comité technique relatif à l'exercice des missions visées au

§ 1^{er}, 1^o à 5^o, celui-ci est élargi, à la demande d'un de ses membres, à un représentant du Ministre du Gouvernement wallon en charge de l'Emploi et de la Formation. Au cas où les matières Emploi et Formation relèvent de la compétence de deux Ministres différents, le comité est élargi à deux représentants de chacun des Ministres concernés.

Après avis du comité technique, le Gouvernement peut cibler, par priorité, les métiers pour lesquels une formation alternée doit être organisée ou décider de réserver la formation alternée pour certains métiers à un opérateur de formation.

Art. 17. Tout au long du parcours de formation, le bénéficiaire participe aux évaluations formatives et certificatives organisées par l'opérateur de formation.

Le bénéficiaire rédige, à la fin de la formation alternée, un rapport de la formation alternée, conjointement avec l'employeur selon les éléments déterminés par le comité technique. Le rapport est transmis à l'opérateur de formation, par l'intermédiaire de l'accompagnateur-formateur, et au conseiller référent.

A la fin de la formation alternée, l'opérateur de formation organise, au plus tard le mois qui suit la fin de la formation alternée, une ou plusieurs évaluations certificatives des compétences professionnelles acquises en cours de formation. Le bénéficiaire qui réussit avec fruit la ou les évaluations certificatives, reçoit une attestation de reconnaissance des compétences professionnelles acquises en formation.

Si le bénéficiaire obtient, avec fruit, cette attestation dans le cadre de la formation alternée au FOREm ou à l'IFAPME et souhaite entamer une formation « chef d'entreprise » ou une

« formation de coordination et d'encadrement » à l'IFAPME, ce dernier peut, sur la base de cette évaluation certificative, dispenser le bénéficiaire de la formation alternée de la première année du cycle complet de formation « chef d'entreprise » ou d'une « formation de coordination et d'encadrement » à l'IFAPME, y compris l'année préparatoire relative à ces deux formations. L'IFAPME peut également décider de l'octroi de cette dispense par métier après vérification de l'équivalence entre les programmes.

Art. 18. § 1^{er}. Le contrat de formation alternée est suspendu moyennant accord de l'accompagnateur-formateur, dans les conditions et formalités des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail pour les ouvriers et pour les employés et en vertu des règles fédérales applicables pour ce qui concerne les aspects liés à la sécurité sociale.

§ 2. En cas de non-respect des obligations visées aux articles 11, 12, 14 et 15, par l'une des parties, le contrat est suspendu, moyennant accord de l'accompagnateur-formateur, pour une durée fixée afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent décret.

Lorsque le non-respect de l'obligation est imputable à l'employeur, le bénéficiaire a droit à l'intervention financière calculée sur une période de sept jours calendrier.

§ 3. Tout cas de suspension de contrat est communiqué immédiatement aux autres parties au contrat. Lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation alternée prend fin à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes au terme du sixième mois de la suspension.

Art. 19. § 1^{er}. Le contrat de formation alternée prend fin pour les motifs suivants :

1^o au terme de la durée fixée dans le contrat de formation alternée;

2^o en cas de force majeure lorsque celui-ci rend définitivement impossible l'exécution du contrat;

3^o en cas de décès du bénéficiaire, de l'employeur ou du tuteur;

4^o de commun accord entre les parties, moyennant consultation préalable de l'accompagnateur-formateur;

5^o par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, en période d'essai, moyennant un préavis de sept jours calendrier et en dehors de la période d'essai, et hors les cas visés aux 8^o et 9^o, moyennant un préavis de quatorze jours calendrier; le préavis prend effet le lendemain de la notification écrite du préavis. Les parties peuvent également convenir de mettre fin au contrat sans préavis;

6^o lorsque l'agrément de l'employeur est retiré;

7^o en cas de cessation d'activités ou de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'employeur, à moins que le contrat de formation alternée ne soit repris dans les mêmes conditions par le nouvel employeur, si celui-ci est également agréé pour la formation alternée et moyennant accord du bénéficiaire;

8^o en cas de manquement grave de la part du bénéficiaire ou de l'employeur; lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef du bénéficiaire, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur sont d'application;

9^o lorsque des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée et lorsqu'il ne semble pas judicieux de la poursuivre; les motifs de la résiliation doivent être notifiés à l'autre partie, par écrit et de façon circonstanciée endéans les trois jours après la résiliation du contrat, et ce, sous peine de nullité.

§ 2. Préalablement aux cas de rupture visés au § 1^{er}, lorsque cela s'avère possible, le conseiller référent convoque dans le mois le bénéficiaire et peut organiser avec l'accompagnateur-formateur une phase de conciliation entre l'employeur et le bénéficiaire lorsque cette conciliation s'avère opportune. En accord avec le conseiller référent, et pour autant que la fin du contrat de formation alternée ne soit pas imputable au bénéficiaire, ce dernier complète sa formation, pour la durée restante, auprès d'un autre employeur.

Art. 20. Le bénéficiaire, durant l'exécution du contrat de formation alternée, reste inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé et continue de recevoir des allocations de chômage, des allocations de stage, des allocations d'insertion ou du revenu d'intégration sociale instauré par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

L'intervention financière à charge de l'employeur, visée à l'article 12, 9^o, est due tant pour les prestations que le bénéficiaire fournit dans l'entreprise que pour la formation en centre ou dans tout autre lieu prévu par le contrat de formation alternée, en ce compris les évaluations qu'il présente en exécution du contrat de formation alternée.

Le Gouvernement peut adapter annuellement le montant de l'intervention financière visée à l'article 12, 9^o. Il peut indexer ce montant selon l'indice des prix à la consommation mais cette indexation ne peut pas être supérieure au taux de croissance du crédit budgétaire de l'année en cours.

Le Gouvernement peut modifier les durées de la période d'essai et de préavis visées aux articles 10 et 19.

Art. 21. Le FOREm et l'IFAPME concluent une convention de partenariat précisant :

1^o les modalités de leur collaboration dans le cadre de la formation alternée;

2^o les modalités organisationnelles entre les opérateurs de formation au niveau de la mise en œuvre de la formation alternée;

3^o la procédure d'agrément des entreprises similaires aux opérateurs de formation et les modalités d'information entre opérateurs en cas de suspension ou de retrait d'un agrément d'une entreprise;

4^o la transmission des informations et l'échange de données sur les bénéficiaires et la transmission des informations nécessaires aux missions de l'ONEm.

Art. 22. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret sont exercés conformément aux dispositions des décrets du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi et relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels.

Art. 23. Les entreprises agréées par l'IFAPME sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ou agréées en matière d'alternance en apprentissage selon les modalités déterminées par le Gouvernement, sont reconnues comme étant agréées en vertu de l'article 13.

Art. 24. La formation alternée entre en ligne de compte pour remplir l'obligation de mise à disposition de stages, à raison de un pour-cent pour les employeurs auxquels s'applique la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Chaque bénéficiaire compte, dans ce cadre, comme un équivalent temps plein, et ce, du début à la fin de la formation alternée.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant*

Art. 25. L'article 8, alinéa 1^{er}, du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, modifié par le décret du 6 mai 1999, par le décret du 4 juillet 2002 et par le décret du 22 novembre 2007, est complété par un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o ne pas conclure un contrat de formation alternée avec un bénéficiaire lorsqu'il a déjà conclu précédemment un plan de formation-insertion avec ce même bénéficiaire, et inversement. ».

Art. 26. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} février 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 930 (2013-2014). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 février 2014.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201599]

20 FEBRUARI 2014. — Decreet betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Alternerende opleiding*

Artikel 1. Dit decreet regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 127, § 1, van de Grondwet.

De bepalingen betreffende de aangelegenheid bedoeld in het eerste lid zijn toepasselijk op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het « technisch comité » : het comité waarvan de samenstelling en de opdrachten in de artikelen 6 en 16 vastliggen;

2° de « werkgever » : elke persoon geregistreerd bij de Kruisbank van Ondernemingen, met uitzondering van de interimbedrijven, behalve wat hun eigen personeel betreft, met een inrichtingseenheid in het Franse taalgebied;

3° de « FOREm » : de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) bedoeld in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

4° het « IFAPME » : Het « Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises » (Waals instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een « Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises »;

5° de « opleidingsoperator » : de « FOREm » en de opleidingscentra van de « FOREm » zoals bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding of de vaardighedscentra zoals bedoeld in artikel 1ter, 7°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", alsook het « IFAPME » en het netwerk van de opleidingscentra van het « IFAPME »;

6° de « begunstigde » : de persoon die de in artikel 4 bedoelde voorwaarden vervult;

7° de « voogd » : de werkgever of de door de werkgever aangewezen werknemer die onder zijn autoriteit handelt, die verantwoordelijk is voor het gedeelte vorming bij de werkgever zolang de opleiding duurt en één van de volgende voorwaarden vervult :

a) minstens vijf jaar beroepservaring hebben in het beroep dat geheel of gedeeltelijk aangeleerd wordt in het kader van de vorming, waarbij het bewijs van de beroepservaring door alle rechtsmiddelen geleverd wordt;

b) houder zijn van een diploma of van een attest inzake voogdijopleiding, afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingericht of erkend door de bevoegde gemeenschap of het bevoegde gewest, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige pedagogische kennis om het traject van de begunstigde van de alternerende opleiding als voogd te volgen;

c) houder zijn van een getuigschrift van de validering van zijn vaardigheden als voogd, afgeleverd door een centrum voor de validering van de vaardigheden dat door de bevoegde deelentiteit is erkend;

8° de « begeleider-opleider » : het personeelslid van de opleidingsoperator wiens opdrachten in artikel 15 vastliggen;

9° de « trajectbegeleider » : Het personeelslid van de « FOREm » zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling.

De begrippen werkgever en opleidingsoperator kunnen nader bepaald worden door de Waalse Regering.

Art. 3. De alternerende opleiding van werkzoekenden is een stelsel voor de beroepsopleiding van de begunstigten die de voorwaarden van artikel 4 vervullen. Ze omvat een praktische opleiding bij een werkgever en een opleiding bij een opleidingsoperator opdat de begunstigde de beroepsvaardigheden zou kunnen aanwerven die nodig zijn op de arbeidsmarkt om een beroepsactiviteit uit te oefenen en die het voorwerp uitmaken van een certificatieve evaluatie.

Art. 4. § 1. Met inachtneming van de toelaatbaarheidsvoorwaarden en van de voorwaarden tot toekenning van de uitkeringen vastgelegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, is de alternerende opleiding toegankelijk voor niet-werkende werkzoekenden die als dusdanig bij de « FOREm » ingeschreven zijn en de volgende voorwaarden vervullen :

1° de volle leeftijd van achttien à vijfentwintig jaar bereikt hebben en beschikken over hoogstens een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, zonder over een kwalificatiecertificaat te beschikken;

2° zich niet bevinden in de beroepsinschakelingstijd bedoeld in artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, behalve als de alternerende opleiding voorziet in een instapstage zoals bedoeld in artikel 7.

In zijn bevoegdheid inzake tewerkstelling kan de « FOREm » op gemotiveerde wijze afwijken van :

1° de leeftijdsvoorwaarde bedoeld in het eerste lid, 1°, als de begunstigde zich bevindt in de beroepsinschakelingstijd bedoeld in artikel 36 van voornoemd koninklijk besluit van 25 november 1991;

2° de voorwaarde betreffende de beroepsinschakelingstijd bedoeld in het eerste lid, 2°, voor zover de begunstigde gedurende de beroepsinschakelingstijd niet verzoekt om een instapstage zoals bedoeld in artikel 36quater van voornoemd koninklijk besluit van 25 november 1991.

De begunstigde bewijst bovendien dat hij actief naar werk zoekt, dankzij het actieplan dat uitgevoerd wordt in het kader van de geïndividualiseerde begeleiding. Hij mag niet als leerling voor een gelijksoortig beroep ingeschreven zijn bij een onderwijsoperator, noch bij een erkende operator alternerende opleiding.

§ 2. Het stelsel inzake alternerende opleiding is, zonder leeftijdsgrens, ook toegankelijk voor werkzoekenden die opgenomen zijn in een omschakelingscel zoals bepaald bij het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen en die voldoen aan de voorwaarden van artikel 4, § 1, eerste lid, 2^o, en derde lid.

§ 3. De « FOREm », die door zijn bevoegdheid inzake tewerkstelling voor de begeleiding van werkzoekenden instaat, wordt door bemiddeling van de trajectbegeleiders belast met de identificatie van de werkzoekenden voor wie een alternerende opleiding wordt gegeven op basis van een vaardighedenbalans en met informatieverstrekking aan de kandidaten over de mogelijkheden inzake beroepsinschakeling na afloop van de alternerende opleiding. De alternerende opleiding wordt in het actieplan van de werkzoekende opgenomen.

§ 4. De voorwaarden bedoeld in de paragrafen 1 en 2 kunnen door de Waalse Regering nader bepaald of gewijzigd worden naar gelang van de evolutie van de regelgevingen i.v.m. de regelgeving op de werkloosheid.

De categorieën van werkzoekenden die in aanmerking komen voor de alternerende opleiding kunnen door de Waalse Regering nader bepaald of gewijzigd worden naar gelang van de evolutie van de arbeidsmarkt.

Art. 5. De alternerende opleiding wordt voltijds gevolgd door de begunstigde. Minstens 50 percent van de opleiding wordt bij de werkgever gegeven en minstens 20 percent bij een opleidingsoperator.

De verdeling van de alternerende opleiding tussen het gedeelte bij de werkgever en het gedeelte bij de opleidingsoperator kan over de duur ervan variëren naar gelang van de behoeften van de begunstigde, van de realiteiten van het bedrijf en van de vaardigheden die aangeworven moeten worden om het beroep uit te oefenen.

Beide opleidingsgedeelten worden evenwel evenwichtig verdeeld. Het gedeelte waarmee de alternerende opleiding begint, mag niet meer bedragen dan 20 percent van de totale duur ervan. Dat geldt ook voor het slotgedeelte van de alternerende opleiding.

Art. 6. De opleiding wordt gegeven door de opleidingsoperator wiens opleidingsaanbod specifiek beantwoordt aan de opleiding die nodig is voor de uitoefening van het beroep waarvoor de begunstigde kiest.

Als de opleidingsoperatoren dezelfde opleidingen geven, maakt het technisch comité een algemene verdeling tussen de opleidingsaanbiedingen, met name op grond van de volgende criteria : de beoogde beroepen, de omvang van het bedrijf of van de werkgever, de geografische ligging van het opleidingscentrum.

Als verschillende opleidingsaanbiedingen op hetzelfde tijdstip bij verschillende operatoren mogelijk zijn ondanks de verdeelcriteria waarin het technisch comité voorziet, houdt de trajectbegeleider rekening met de specifieke criteria, zoals de woonplaats van de begunstigde, de aanvraag geformuleerd door de begunstigde t.o.v. de opleidingsoperator of de werkgever of de aanvraag geformuleerd door de werkgever.

Het technisch comité kan ook beslissen dat de opleidingsoperatoren bepaalde opleidingsacties in partnerschap voeren volgens in samenspraak overeengekomen modaliteiten.

Het technisch comité wordt belast met het regelen van eventuele geschillen i.v.m. de verdeling van de alternerende opleidingen onder de opleidingsoperatoren.

Door bemiddeling van de trajectbegeleider oriënteert de « FOREm » de kandidaat-begunstigde naar de gepaste opleidingsoperator op grond van de criteria omschreven in de leden 1 tot 4.

Art. 7. De alternerende opleiding van de begunstigde duurt maximum twaalf maanden naar gelang van de inhoud van het referentieel.

De alternerende opleiding kan gecombineerd worden met een instapstage zoals bepaald bij artikel 36^{quater} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering. De instapstage werd in het Waalse Gewest ingevoerd krachtens het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages. In dat geval mag de alternerende opleiding, in combinatie met de instapstage, niet langer dan achttien maanden duren naar gelang van de inhoud van het referentieel.

De begunstigde die over de nodige voorkennis beschikt voor bepaalde beroepsvaardigheden die vereist worden voor het beroep waarop de alternerende opleiding betrekking heeft, kan met de instemming van de opleidingsoperator vrijgesteld worden van een deel van de alternerende opleiding.

De Regering kan de duur en het begin van de alternerende opleiding aanpassen naar gelang van de evolutie van de federale en gefedereerde regelgevingen i.v.m. de regelgeving op de werkloosheid.

Art. 8. Met uitzondering van de persoon bedoeld in artikel 4, § 2, kan een begunstigde slechts één alternerende opleiding volgen, ongeacht de opleidingsoperator. Als de werkgever een overeenkomst inzake alternerende opleiding met een begunstigde heeft gesloten, kan hij later geen plan opleiding-inschakeling met dezelfde begunstigde sluiten, en omgekeerd.

Art. 9. Vooraleer de alternerende opleiding op te starten sluiten de begunstigde, de werkgever, de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, en de opleidingsoperator door bemiddeling van de begeleider-opleider een overeenkomst inzake alternerende opleiding waarvan het model door de Waalse Regering bepaald wordt.

De alternerende opleiding kan pas na de ondertekening van de desbetreffende overeenkomst beginnen.

Voor de ondertekening gaat de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, na of de werkgever geen plan opleiding-inschakeling gesloten heeft met de begunstigde die de in het eerste lid bedoelde overeenkomst medeondertekend heeft.

Art. 10. De overeenkomst inzake alternerende opleiding vermeldt minimum :

- 1^o de duur van de alternerende opleiding alsook de begin- en einddatum ervan;
- 2^o de benaming van het beroep waarop de alternerende opleiding betrekking heeft;
- 3^o de plaats(en) van de activiteiten in België;
- 4^o de uitvoeringsmodaliteiten, met name de verhouding tussen het opleidingsgedeelte bij de werkgever en het opleidingsgedeelte bij de opleidingsoperator;
- 5^o de inhoud en het opleidingsplan;
- 6^o de rechten en plichten van elke partij;
- 7^o de modaliteiten voor de betaling van de financiële tegemoetkoming bedoeld in artikel 12, 9^o;
- 8^o de modaliteiten voor de evaluatie van de alternerende opleiding door de partijen;

9° de personalia van de begunstigde, de werkgever, de contactpersonen, de voogd, de opleidingsoperator en de begeleider-opleider;

10° de voorwaarden waaronder ze voortijdig opgezegd kan worden.

Elke overeenkomst inzake alternerende opleiding voorziet in een proefperiode van veertien dagen, behalve als de alternerende opleiding de instapstage omvat.

Het opleidingsplan bedoeld in het eerste lid, 5°, wordt door de opleidingsoperator, de werkgever en de begunstigde uitgewerkt, met de begeleider-opleider als bemiddelaar. Dat opleidingsplan biedt een uitvoerig overzicht van het opleidingstraject van de begunstigde en van de vaardigheden die hij moet aanwerven, zowel tijdens de opleiding bij een opleidingsoperator als tijdens de praktische opleiding bij de werkgever.

De elementen van het opleidingsplan kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 11. De begunstigde moet, volgens de modaliteiten waarin de overeenkomst inzake alternerende opleiding voorziet :

1° bij de werkgever aanwezig zijn en alles in het werk stellen om de overeenkomst te beëindigen;

2° handelen naar de richtlijnen die hem door de werkgever gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn voogd;

3° de opleiding bij de opleidingsoperator volgen overeenkomstig de door hem gestelde algemene voorwaarden en zoals ze omschreven wordt in zijn opleidingsplan, alsook aan de formatieve en certificatieve evaluaties deelnemen;

4° de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten invullen;

5° de nodige gegevens en attesten overleggen ter rechtvaardiging van eventuele afwezigheden;

6° de werkgever, de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, en de opleidingsoperator kennis geven van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding;

7° bereid zijn om in het kader van de activiteit van de werkgever eventuele verplaatsingen te ondernemen waarin het opleidingsplan voorziet;

8° zich onthouden van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

9° zich onthouden, zowel tijdens de overeenkomst inzake alternerende opleiding als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid bij de werkgever;

10° de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de werkgever teruggeven.

Art. 12. De krachtens artikel 13 erkende werkgever moet, volgens de modaliteiten waarin de overeenkomst inzake alternerende opleiding voorziet :

1° de stagiair opvangen, voor zijn integratie in het beroepsmilieu zorgen en hem het arbeidsreglement overhandigen bij de ondertekening van de overeenkomst inzake alternerende opleiding;

2° op erewoord verklaren dat hij zijn personeelsbestand in de loop van het jaar voor de overeenkomst inzake alternerende opleiding niet verminderd heeft om een begunstigde van de alternerende opleiding in dienst te nemen;

3° de begunstigde enkel taken in overeenstemming met zijn overeenkomst inzake alternerende opleiding en in verband met zijn opleidingsprogramma toevertrouwen en hem voorbereiden op het aanleren van een beroep, met name door het ter beschikking stellen van de pedagogische en technische opvolging, van het gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, van de nodige materies en de individuele beschermingsuitrustingen, waarbij dit niet beschouwd mag worden als een voordeel in natura, en zal als een goede huisvader zorg dragen voor de persoonlijke bezittingen die de begunstigde in bewaring moet afgeven;

7° gedurende de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding door bemiddeling van de begeleider-opleider samenwerken met de « FOREm » en de opleidingsoperator;

5° een DIMONA-aangifte doen bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid als hij aan die verplichting onderworpen is;

6° de begunstigde voor de gezamenlijke termijn van uitvoering van de overeenkomst verzekeren tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk door, naar gelang van het betrokken beroep, een verzekeringspolis te sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die hem dezelfde voordelen biedt als die welke ten laste van de verzekeraar gelegd worden bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;

7° een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van de schade die door de begunstigde berokkend wordt aan derden en aan de werkgever bij wie hij een opleiding volgt;

8° voldoen aan de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de werkgever, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken, alsook aan elke latere wijziging;

9° de maandelijkse financiële tegemoetkoming van 350 euro aan de begunstigde betalen voor het geheel van de verstrekkingen i.v.m. de overeenkomst inzake alternerende opleiding;

10° de reiskosten van de begunstigde i.v.m. de uitvoering van de alternerende opleiding op basis van bewijsstukken terugbetalen, zowel voor de verplaatsingen naar de werkgever als voor die naar het opleidingscentrum of elke plaats voorzien voor de overeenkomst inzake alternerende opleiding, met inachtneming van de bepalingen die toepasselijk zijn op de werkgever krachtens de sectorale overeenkomst waaraan hij onderworpen is of, in voorkomend geval, de collectieve arbeidsovereenkomst 19octies;

11° de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, na afloop van de alternerende opleiding laten weten of de begunstigde al dan niet in dienst genomen wordt.

Art. 13. Vooraleer de werkgever een overeenkomst inzake alternerende opleiding sluit, moet hij een erkenning bij de « FOREm » of het « IFAPME » verkrijgen, ongeacht of het om één of meer welbepaalde beroepen gaat.

Om erkend te worden vervult de werkgever de volgende voorwaarden :

- 1° het beroep of de beroepen uitoefenen waarvoor hij de erkenning aanvraagt;
- 2° ingeschreven zijn bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 3° zijn fiscale en sociale verplichtingen nakomen;
- 4° alle garanties inzake organisatie en uitrusting bieden om de alternerende opleiding mogelijk te maken;
- 5° niet het voorwerp van een intrekking of weigering van erkenning hebben uitgemaakt in de loop van het jaar dat aan zijn aanvraag voorafgaat;
- 6° voor het betrokken beroep een voogd aanwijzen die belast wordt met de opvolging en de begeleiding van de begunstigde gedurende de alternerende opleiding.

De erkenningsaanvraag wordt door de werkgever aan de « FOREm » of aan het « IFAPME » gericht en bevat op zijn minst :

- 1° de identificatiegegevens en het referentienummer voor de werkgever bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de naam, de beroepservaring en de kwalificaties van de voogd(en);
- 3° het aantal effectieve werknemers, uitgedrukt in voltijds equivalenten;
- 4° het aantal personen onder federale, gewestelijke of gemeenschappelijke opleidingscontracten;
- 5° het beroep of de beroepen waarvoor de alternerende opleiding voorgesteld wordt.

De « FOREm » of het « IFAPME » wordt belast met de behandeling van elke aanvraag die hem gericht wordt, met inachtneming van de modaliteiten die vastliggen in de partnerschapsovereenkomst tussen de « FOREm » en het « IFAPME ».

De « FOREm » of het « IFAPME » bericht ontvangst van de aanvraag en gaat binnen tien dagen na ontvangst ervan na of ze al dan niet volledig is. Als de aanvraag onvolledig is, verwittigt de operator de werkgever en laat hij hem in hetzelfde schrijven weten dat de termijn opgeschort wordt tot de inontvangstneming van de ontbrekende stukken of gegevens. Als hij ze niet binnen vijftien na die herinneringsbrief ontvangen heeft, wordt de aanvraag als afgedaan beschouwd.

Als de aanvraag volledig is, geeft de « FOREm » of het « IFAPME » binnen de maand die volgt op de datum van het bericht van ontvangst advies over het opleidingsvermogen van de werkgever, desnoods door hem een bezoek te brengen, en over het aantal begunstigden die gelijktijdig opgeleid kunnen worden.

De « FOREm » of het « IFAPME » spreekt zich uit over de erkenningsaanvraag en deelt zijn beslissing aan de werkgever mee.

De « FOREm » of het « IFAPME » geeft het technisch comité, via elke verzending met datum dat bewijskracht heeft, maandelijks kennis van de beslissingen tot erkenning.

Elke erkenning die door de « FOREm » of het « IFAPME » aan een werkgever verleend wordt, wordt, wat de alternerende opleiding betreft, automatisch aan het geheel van de opleidingsoperatoren toegekend.

Als de Minister acht dat de « FOREm » of het « IFAPME » de nodige gegevens voor de behandeling van de aanvraag bij authentieke bronnen van andere administraties of instellingen kan verkrijgen, stelt hij de aanvrager vrij van hun overbrenging aan de « FOREm » of het « IFAPME ».

De procedurele modaliteiten betreffende de erkenningsaanvragen en de hernieuwing, opschorting of intrekking van erkenning kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 14. De « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, volgt de begunstigde werkzoekende gedurende de hele uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding via een actieplan waarin de geïndividualiseerde begeleiding voorziet in licht de werkgevers en de werkzoekenden in over het alternerende opleidingsstelsel;

Art. 15. § 1. Volgens de modaliteiten waarin de overeenkomst inzake alternerende opleiding voorziet moet de opleidingsoperator :

- 1° elke informatie i.v.m. dit decreet onder werkgevers en werkzoekenden verspreiden;
- 2° de aanbiedingen inzake alternerende opleiding die van de werkgevers uitgaan in ontvangst nemen en ze in relatie met de kandidaat-begunstigden brengen;
- 3° met de betrokken sectoren actief zoeken naar mogelijkheden inzake alternerende opleiding bij de werkgevers;
- 4° samenwerkingsverbanden met de sectorale sociale partners bevorderen, met name via sectorale opleidingsfondsen of gebruik maken van de bestaande ter bevordering van de alternerende opleiding;
- 5° de werkgevers bijstand verlenen bij het opmaken van het opleidingsprogramma;
- 6° de opleiding geven zodat voldaan wordt aan het opleidingsprogramma van de begunstigde, met inachtneming van de modaliteiten die bepaald worden door het technisch comité bedoeld in artikel 16;
- 7° de administratieve en pedagogische monitoring van de alternerende opleiding waarnemen, door ervoor te zorgen dat de begunstigden door een begeleider-opleider van de opleidingsoperator gevolgd worden;
- 8° de begunstigde kennis geven van de voorwaarden betreffende de formatieve en certificatieve evaluaties;
- 9° desgevallend de klachtenbehandelingsdiensten van de operatoren ter beschikking stellen van de werkgever of de begunstigde, desnoods begeleid door hun vertegenwoordiger;
- 10° met de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, de overdracht regelen, desgevallend bij overeenkomst, van de gegevens die hem nuttig zijn in het kader van die opdracht;
- 11° het technisch comité de nodige informatie voor de uitoefening van zijn opdrachten verstrekken.

§ 2. De begeleider-opleider van de opleidingsoperator:

1° is de bemiddelaar die noodzakelijk is om de overeenkomst inzake alternerende opleiding te sluiten en vervult op zijn minst de volgende voorwaarden :

- a) ervoor zorgen dat de overeenkomst tot een goed einde gebracht wordt en instaan voor de administratieve aspecten in het kader van de opvolging van de begunstigde bij de werkgever;
- b) desnoods opgaven in de loop van de opleiding beheren;

2° zorgt ervoor dat de overeenkomst inzake alternerende opleiding en het daarmee gepaard gaande opleidingsplan nageleefd worden;

3° zorgt voor een efficiënte samenwerking tussen de begunstigde, de werkgever, de voogd en de opleidingsoperator en treedt desnoods als bemiddelaar op in geval van problemen tussen de werkgever en de begunstigde, desnoods begeleid door hun vertegenwoordiger;

4° verstrekt alle informatie die nuttig is bij het ondernemen van administratieve stappen i.v.m. de alternerende opleiding;

5° volgt de evolutie van de alternerende opleiding van de begunstigde binnen het bedrijf.

§ 3. De rechten en plichten van elk van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben alsook die van de voogden en begeleiders-opleiders kunnen nader bepaald worden door de Waalse Regering.

Art. 16. § 1. Behalve de opdrachten bedoeld in artikel 6, wordt een technisch comité belast met de volgende taken :

1° desnoods de lijst herzien van de beroepen waarvoor alternerende opleidingen mogelijk zijn en, voor elk van hen, de vaardigheden die gedurende de alternerende opleiding aangeworven moeten worden, zowel bij de werkgever als bij de opleidingsoperator; die vaardigheden moeten identiek zijn als dezelfde opleidingen door de opleidingsoperatoren gegeven worden;

2° het aanbod van alternerende opleidingen zo goed mogelijk verdelen onder de opleidingsoperatoren;

3° zorgen voor een coherente inhoud van de administratieve documenten die in het kader van de alternerende opleiding gebruikt worden, zoals de overeenkomst inzake alternerende opleiding, het opleidingsplan, het rapport bijgevoegd aan het einde van de alternerende opleiding, het attest tot erkenning van de tijdens de opleiding aangeworven vaardigheden;

4° de erkenningen van de werkgevers centraliseren en de lijst van de erkende werkgevers ter inzage van de opleidingsoperatoren leggen;

5° als beroepsinstantie optreden wanneer een beroep door een operator ingediend wordt in geval van betwisting van een beslissing tot weigering, opschorting of intrekking van erkenning;

6° jaarlijks een evaluatieverslag over de uitvoering van dit decreet en over de tenuitvoerlegging van deze maatregel aan de Regering overleggen, na advies van de gemobiliseerde opleidingsoperatoren.

Het jaarlijkse evaluatieverslag bevat een kwantitatief en een kwalitatief luik op grond waarvan o.a. een evaluatie gemaakt kan worden van de weerslag van de maatregel tot beroepsinschakeling van werkzoekenden in de loop van het jaar na het traject van de alternerende opleiding. Het vermeldt ook het aantal begunstigten van de alternerende opleiding en hun categorie, alsook de afwijkingsmotieven bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid. De Regering legt het verslag aan de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) over.

De beroepslijst bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt goedgekeurd door de beheerscomités van de « FOREm » en het « IFAPME ».

§ 2. Het technisch comité bedoeld in § 1, eerste lid, is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling;

2° twee vertegenwoordigers van het « IFAPME », als opleidingsoperator;

3° twee vertegenwoordigers van de « FOREm », als opleidingsoperator;

4° twee vertegenwoordigers die zitting hebben in het beheerscomité van de « FOREm »;

5° twee vertegenwoordigers die zitting hebben in het beheerscomité van het « IFAPME ».

Het technisch comité kan, op unanieme beslissing, één of meer vertegenwoordigers van de opleidingsoperatoren uitnodigen, met inachtneming van een evenwichtige verdeling onder de « FOREm » en het « IFAPME ».

Bij gebrek aan unanimiteit binnen het beheerscomité over de uitoefening van de opdrachten bedoeld in § 1, 1° tot 5°, kan het comité op verzoek van één van zijn leden uitgebreid worden tot een vertegenwoordiger van de Minister van de Waalse Regering die met Tewerkstelling en Vorming belast is. Als de materies Tewerkstelling en Vorming onder de bevoegdheid van twee verschillende ministers ressorteren, wordt het comité uitgebreid tot twee vertegenwoordigers van elke betrokken minister.

Na advies van het technisch comité kan de Regering in voorrangorde de beroepen bepalen waarvoor een alternerende opleiding georganiseerd wordt of beslissen de alternerende opleiding voor bepaalde beroepen aan een opleidingsoperator toe te vertrouwen.

Art. 17. De begunstigde neemt gedurende het hele opleidingstraject deel aan de formatieve en certificatieve evaluaties die door de opleidingsoperator georganiseerd worden.

Aan het einde van de alternerende opleiding maakt de begunstigde, samen met de werkgever, een rapport op grond van de elementen die door het technisch comité bepaald worden. Het rapport wordt door bemiddeling van de begeleider-opleider aan de opleidingsoperator en aan de trajectbegeleider gericht.

De opleidingsoperator organiseert uiterlijk de maand na afloop van de alternerende opleiding één of meer certificatieve evaluaties van de beroepsvaardigheden die tijdens de opleiding aangeworven werden. De begunstigde die met goed gevolg slaagt voor de certificatieve evaluatie(s), ontvangt een attest tot erkenning van de beroepsvaardigheden die tijdens de opleiding aangeworven werden.

Als de begunstigde dat attest met goed gevolg verkrijgt in het kader van de alternerende opleiding bij de « FOREm » of het « IFAPME » en een opleiding « bedrijfsleider » of een opleiding « coördinatie en begeleiding » bij het « IFAPME » wenst te volgen, kan het « IFAPME » hem op basis van die certificatieve evaluatie vrijstellen van het eerste jaar van de volledige cyclus van de opleiding « bedrijfsleider » of van een opleiding « coördinatie en begeleiding » bij het « IFAPME », met inbegrip van het voorbereidend jaar op beide opleidingen. Het « IFAPME » kan, na verificatie van de gelijkstelling van de programma's, ook beslissen die vrijstelling per beroep te verlenen.

Art. 18. § 1. De overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt met de instemming van de begeleider-opleider opgeschort onder de voorwaarden en volgens de formaliteiten bedoeld in de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor de arbeiders en de bedienden en krachtens de federale regels die toepasselijk zijn wat betreft de aspecten i.v.m. de sociale zekerheid.

§ 2. Als de verplichtingen bedoeld in de artikelen 11, 12, 14 en 15 niet nagekomen worden door één van de partijen, wordt de overeenkomst met de instemming van de begeleider-opleider voor een bepaalde duur opgeschort opdat de overtreders zich naar de bepalingen van dit decreet kan richten.

Als de niet-nakoming van de verplichting aan de werkgever toe te schrijven is, heeft de begunstigde recht op een financiële tegemoetkoming die over een periode van zeven kalenderdagen berekend wordt.

§ 3. Elk opschortingsgeval wordt onmiddellijk meegedeeld aan de andere partijen die de overeenkomst ondertekend hebben. Als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding aan het eind van de zesde maand van de opschorting op verzoek van één van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben.

Art. 19. § 1. De overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigt :

1° na afloop van de duur die erin vastligt;

2° in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;

3° bij overlijden van de begunstigde, de werkgever of de voogd;

4° in onderlinge overeenstemming tussen de partijen, na voorafgaande adviesverlening door de begeleider-opleider;

5° gedurende de proefperiode, door de schriftelijk betekende wil van één van de partijen, mits opzeg van zeven kalenderdagen en buiten de proefperiode, mits opzeg van veertien kalenderdagen, met uitzondering van de gevallen bedoeld onder 8° en 9°; de opzeg gaat in op de dag die volgt op de schriftelijke kennisgeving ervan. De partijen kunnen ook overeenkomen om een einde aan de overeenkomst te maken zonder opzeg;

6° als de erkenning van de werkgever ingetrokken wordt;

7° in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van vernadering van werkgeversstatuut, tenzij de overeenkomst inzake alternerende opleiding onder dezelfde voorwaarden overgenomen wordt door de nieuwe werkgever, indien hij ook erkend wordt voor de alternerende opleiding en mits instemming van de begunstigde;

8° in geval van ernstige tekortkoming van de begunstigde of de werkgever; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de begunstigde, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;

9° als ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden en het niet verstandig lijkt om ze voort te zetten; de opzeggingsredenen moeten schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij meegedeeld worden binnen drie dagen na de opzeg van de overeenkomst, op straffe van nietigverklaring.

§ 2. Vooraleer de overeenkomst opgezegd wordt zoals in de gevallen bedoeld in § 1, roept de trajectbegeleider de begunstigde binnen de maand op als het mogelijk is en kan hij met de begeleider-opleider een verzoeningsgesprek tussen de werkgever en de begunstigde organiseren als die verzoening opportuun lijkt. In overeenstemming met de trajectbegeleider voltooit de begunstigde zijn opleiding voor de resterende duur bij een andere werkgever, voor zover de beëindiging van de overeenkomst inzake alternerende opleiding niet aan hem toe te schrijven is.

Art. 20. Tijdens de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding blijft de begunstigde ingeschreven als niet tewerkgestelde werkzoekende en behoudt hij het recht op werkloosheids-, stage- en inschakelingsuitkeringen alsook op het leefloon ingesteld bij de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

De financiële tegemoetkoming ten laste van de werkgever, bedoeld in artikel 12, 9°, is verschuldigd zowel voor de diensten die de begunstigde binnen het bedrijf verricht als voor de opleiding in een centrum of op elke andere plek waarin de overeenkomst inzake alternerende opleiding voorziet, met inbegrip van de evaluaties die hij voorlegt ter uitvoering van bedoelde overeenkomst.

Het bedrag van de financiële tegemoetkoming bedoeld in artikel 12, 9°, kan jaarlijks aangepast worden door de Regering. Dat bedrag kan door de Regering geïndexeerd worden op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen maar de indexering mag niet hoger zijn dan de groeivoet van het begrotingskrediet van het lopende jaar.

De duur van de proefperiode en die van de opzeg, bedoeld in de artikelen 10 en 19, kunnen gewijzigd worden door de Regering.

Art. 21. De « FOREm » en het « IFAPME » sluiten een partnerschapsovereenkomst die voorziet in :

1° de modaliteiten voor hun samenwerking in het kader van de alternerende opleiding;

2° de organisatorische modaliteiten voor de opleidingsoperatoren inzake de tenuitvoerlegging van de alternerende opleiding;

3° de procedure tot erkenning van bedrijven die gelijksoortig zijn aan de opleidingsoperatoren en in de modaliteiten tot informatieuitwisseling tussen operatoren in geval van opschorting of intrekking van de erkenning van een bedrijf;

4° de overdracht van informatie en de uitwisseling van gegevens over de begunstigten en de overdracht van de informatie die nodig is voor de opdracht van de « ONEm ».

Art. 22. Het toezicht en de controle op de naleving van dit decreet worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid en van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing.

Art. 23. De bedrijven erkend door het « IFAPME » op grond van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, of erkend inzake alternerende opleiding volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, worden beschouwd als erkend krachtens artikel 13.

Art. 24. De alternerende opleiding komt in aanmerking om te voldoen aan de verplichting tot terbeschikkingstelling van stages, naar rato van één percent voor de werkgevers op wie de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is.

In dat kader telt elke begunstigde als een voltijds equivalent van het begin tot het einde van de alternerende opleiding.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien*

Art. 25. Artikel 8, eerste lid, van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, het decreet van 4 juli 2002 en het decreet van 22 november 2007, wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt :

« 6° geen overeenkomst inzake alternerende opleiding met een begunstigde te sluiten als hij al een plan opleiding-inschakeling met hem heeft gesloten, en omgekeerd. ».

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op 1 februari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mme E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 930 (2013-2014). Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 februari 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201600]

20 FEVRIER 2014. — Décret modifiant divers décrets en matière d'emploi (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle*

Article 1^{er}. A l'article 7, § 1^{er}, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut suspendre ou refuser la liquidation de tout ou partie de la subvention et solliciter le remboursement partiel ou total de la subvention et des frais y afférents lorsque l'employeur cesse de satisfaire à l'une des obligations fixées aux articles 5, 9, 10 et 11. ».

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (le FOREm)*

Art. 2. A l'article 7^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, d), du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 18 décembre 2003, du 17 novembre 2005, du 30 avril 2009, du 22 juillet 2010, du 31 mars 2011 et du 10 mai 2012, les mots « l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « l'Institut de formation en alternance, des indépendants et des petites et moyennes entreprises ».

Art. 3. A l'article 9 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, les mots « soit un maximum de onze personnes du même sexe » sont insérés après les mots « ces représentants sont de même sexe ».

Art. 4. L'alinéa 2 de l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Ceux-ci doivent remplir les conditions et les obligations prévues dans le décret 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et ne doivent pas être dans un lien de subordination avec les organisations représentées au sein du Comité de gestion de l'Office. ».

Art. 5. A l'article 12, 11°, du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 22.000 euros hors T.V.A » sont remplacés par les mots « 30.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché »;

2° les mots « 67.000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 85.000 euros hors T.V.A. pour l'ensemble du marché ».